

## Etats-Unis/Présidentielle

## Cruz et Kasich s'allient contre Trump pour la fin des primaires

AFP

Washington, Etats-Unis

**Objectif pour les deux hommes : contrer l'archi-favori dans le camp républicain Donald Trump. Mais n'est-ce pas trop tard ?**

**REBONDISSEMENT** dans les primaires républicaines pour la Maison Blanche : les candidats Ted Cruz et John Kasich ont formé une alliance dans trois Etats qui voteront prochainement afin de stopper Donald Trump, un effort tardif que le camp anti-Trump prônait depuis des mois.

A six semaines du dernier scrutin, les deux rivaux du milliardaire américain ont signé une sorte de pacte de non agression dans l'Indiana, qui votera le 3 mai, ainsi que l'Oregon (17 mai) et le Nouveau Mexique (7 juin). John Kasich laissera le champ libre à Ted Cruz dans l'Indiana, et le sénateur lui rendra la politesse dans les deux autres Etats, qui offrent un nombre équivalent de délégués. Le but ? Permettre à Ted Cruz d'arriver premier dans l'Indiana, qui accordera la plupart de ses délégués au vainqueur en vertu du système de primes qu'a adopté le parti républicain dans de nombreux scrutins.

Aucun des deux candidats n'a directement appelé à voter pour l'autre, et leur accord ne vaut pas pour les primaires de ce mardi dans cinq Etats de l'est (Pennsylvanie, Maryland, Delaware, Connecticut, Rhode Island).

Le seul enjeu des 15 derniers scrutins républicains, jusqu'au 7 juin, est de savoir si Donald Trump empochera la majorité absolue des délégués requise pour l'investiture, soit 1 237. S'il n'y arrivait pas, la désignation du candidat républicain reviendrait à un vote individuel des délégués durant la convention de Cleveland, en juillet, rebattant toutes les cartes des primaires.

Les délégués individuels sont en effet généralement désignés par le parti ou des conventions de militants, Etat par Etat, et non par les candidats eux-mêmes. A Cleveland, ils seront initialement forcés de respecter la volonté des électeurs des primaires, mais ils deviendront libres de voter selon leur préférence personnelle si aucun candidat n'obtient de majorité absolue.

Donald Trump a aujourd'hui 846 délégués contre 563 pour Ted Cruz et 147 pour John Kasich. Il doit remporter 58% des 674 délégués restants pour gagner l'investiture avant la convention.



Photo : AFP

**Neutraliser Donald Trump (au centre). C'est l'objectif que visent, en s'alliant, ses deux adversaires républicains, Ted Cruz (à gauche) et John Kasich. Mais les jeux semblent faits.**

**CONVENTION A SUSPENSE** • "Afin que nous désignions un républicain capable d'unifier le parti républicain et de gagner en novembre, notre équipe va concentrer son temps et ses ressources dans l'Indiana, et en échange laisser le champ libre au gouverneur Kasich dans l'Oregon et le Nouveau Mexique", a déclaré le directeur de campagne de Ted Cruz, Jeff Roe, dans un communiqué dimanche soir.

Quelques minutes après, le principal conseiller de John Kasich a confirmé l'échange de bons procédés dans un communiqué. "Notre but est d'avoir une convention ouverte à Cleveland", a déclaré John Weaver.

"La collusion est souvent illégale dans de nombreux secteurs d'activité et pourtant ces deux politiciens de

Washington ont dû se résigner à la collusion afin de rester en vie", a réagi Donald Trump dans un long communiqué. "Ils sont mathématiquement morts et cet acte montre à quel point ces pantins des groupes d'intérêts et des donateurs sont faibles".

"Grâce à moi, tout le monde peut constater que le système de primaires républicaines est complètement truqué", a ajouté le favori. De fait, le sénateur du Texas Ted Cruz a longtemps refusé tout arrangement avec les autres candidats opposés à Donald Trump, par peur d'anéantir son image de conservateur extérieur au système et aux appareils. Marco Rubio, sénateur de Floride qui s'est depuis retiré de la course, avait à l'inverse appelé ses partisans à voter pour John Ka-

sich dans l'Ohio le 15 mars. Ted Cruz a pendant des mois martelé qu'il était capable d'inverser la tendance, empochant ici et là des Etats, notamment le Wisconsin le 5 avril, et proclamant chaque fois un "tournant". Mais Donald Trump a été plébiscité lors de la primaire de New York la semaine dernière, et il est le favori des cinq scrutins d'aujourd'hui (172 délégués en jeu), qui devraient encore augmenter son avance.

Signe du déchirement du mouvement conservateur à son égard, l'influent milliardaire Charles Koch a insinué dimanche que Hillary Clinton pourrait même être préférable à Donald Trump, lors d'une interview sur ABC.

Ce mardi, les démocrates se prononceront aussi dans les mêmes Etats pour départager Hillary Clinton et le sénateur du Vermont Bernie Sanders. Très en avance dans la course aux délégués, l'ex-secrétaire d'Etat espère des victoires sans appel afin de cimenter son statut de favorite.

Les deux candidats ont organisé des meetings électoraux rivaux hier soir à Philadelphie, en Pennsylvanie. Hillary Clinton y est favorite, avec 53% des intentions de vote contre 39%, selon la moyenne calculée par le Huffington Post.

## Syrie/Conflit

## Obama envoie des militaires supplémentaires face à l'EI

AFP

Hanovre/Allemagne

**250 nouveaux GI's doivent ainsi participer à "l'entraînement et l'assistance des forces locales".**

**BARACK** Obama a qualifié hier le groupe jihadiste Etat islamique (EI) "de menace la plus urgente" pour la communauté internationale et annoncé l'envoi de 250 soldats américains supplémentaires en Syrie pour aider à le combattre, alors que le pays a replongé dans la guerre.

"A l'heure actuelle, la menace la plus urgente pour nos nations, c'est l'EI et c'est la raison pour laquelle nous sommes unis dans notre détermination à le détruire", a déclaré le président américain lors d'une visite à Hanovre en Allemagne.

"Un petit nombre de membres des opérations spéciales américaines au sol sont déjà présents en Syrie et leur expertise a été essentielle pour permettre aux forces locales d'exclure l'EI de certaines zones-clés", a estimé M. Obama, s'appuyant sur ce "succès" pour justifier l'envoi de soldats supplémen-

taires.

"J'ai approuvé le déploiement de jusqu'à 250 militaires américains supplémentaires, notamment des forces spéciales, en Syrie", a-t-il déclaré. Ils doivent participer à "l'entraînement et l'assistance des forces locales" qui luttent contre l'EI.

Cette décision constitue un "bon pas", a salué Salem al-Meslet, porte-parole de la délégation du Haut comité des négociations (HCN - opposition) qui a suspendu sa participation "formelle" aux pourparlers de paix à Genève.

M. Obama estime globalement que la solution en Syrie passe par la négociation. "Ce serait une erreur" de la part des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou de toute alliance de pays occidentaux "d'envoyer des troupes au sol et de renverser le régime d'Assad", a-t-il répété ce week-end.

**"VIOLATIONS DRAMATIQUES" DE LA TREVE** • La détérioration de la situation en Syrie a été au centre d'un mini-sommet dimanche à Hanovre entre M. Obama, la chancelière allemande Angela Merkel, les chefs de gouvernement britannique et italien ainsi que le président français.



Photo : AFP

**Le président Barack Obama quittant Hanovre (Allemagne) hier : "A l'heure actuelle, la menace la plus urgente pour nos nations, c'est l'EI."**

Tous ont déploré les "violations dramatiques" du cessez-le-feu entre le régime et les rebelles modérés, huit semaines après son entrée en vigueur, et jugé que la "poursuite" des négociations à Genève était la seule "solution", selon les termes de Mme Merkel.

"Le grand défi du combat contre l'EI demeure, même si nous engrangeons des succès" dans ce combat, a souligné la chancelière.

Sur le terrain, les violences ont repris. Au moins 19 personnes ont été tuées hier dans des bombardements rebelles à Alep (nord) et au moins sept autres dans un attentat à la voiture piégée près d'un célèbre mausolée chiite au sud de Damas.

Alep, où au moins 63 civils avaient déjà été tués depuis

vendredi, vit de nouveau au rythme des raids aériens et des tirs d'obus après des semaines d'un calme relatif lié à la trêve entrée en vigueur à l'initiative des Etats-Unis et de la Russie le 27 février. Dans les zones rebelles d'Alep, les hôpitaux de campagne ont appelé à des dons de sang pour répondre à l'urgence et les écoles ont fermé jusqu'à nouvel ordre. La ville est divisée depuis juillet 2012 entre zones tenues par le régime à l'ouest et contrôlées par les rebelles à l'est.

**"NEGOCIER UNE TRANSITION"** • M. Obama a appelé dimanche à "rétablir" le cessez-le-feu, précisant s'être entretenu récemment à ce sujet avec son homologue russe Vladimir Poutine.

Un porte-parole de l'UE a

pressé Washington et Moscou "d'exercer toute leur influence pour mettre fin aux violations" de la trêve.

"Nous pouvons faire pression, internationalement, sur toutes les parties en présence (...) pour qu'elles s'assoient à une table et tentent de négocier une transition", a estimé M. Obama, citant la Russie et l'Iran - principaux soutiens du Damas - ainsi que l'opposition modérée syrienne. A Genève, la délégation du HCN a réclamé le rétablissement du cessez-le-feu, accusant le pouvoir d'être responsable de sa rupture. L'émissaire spécial de l'Onu Staffan de Mistura rencontrait hier la délégation du régime syrien, mais aucun progrès n'est à attendre dans les pourparlers de paix, le HCN ayant suspendu sa participation.

"La situation des pourparlers pourrait être bien meilleure si l'une des délégations de l'opposition n'avait pas quitté temporairement Genève", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

La Syrie est déchirée depuis 2011 par une guerre qui a fait plus de 270 000 morts et poussé au moins la moitié de la population à quitter son foyer.

## A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit. L'appel du président Ashraf Ghani au Pakistan**

Le président afghan Ashraf Ghani a conjuré hier le Pakistan de combattre les talibans au lieu d'essayer de les amener à négocier, six jours après un sanglant attentat à Kaboul.

• **Belgique/Attentats. Emotion à la station Maelbeek pour sa réouverture**

L'émotion était perceptible hier lors de la réouverture de la station de métro Maelbeek, au cœur du quartier européen de Bruxelles, où l'un des kamikazes s'est fait exploser lors des attentats du 22 mars dernier.

• **Espagne/Politique. Vers de nouvelles élections**



Photo : AFP

Sourires et poignées de main malgré tout : le roi Felipe VI d'Espagne recevait hier les chefs de partis pour prendre acte de l'inévitabilité de nouvelles élections, dont il pourrait annoncer la convocation très rapidement.

• **Iran/Justice. Téhéran menace Washington de poursuites devant la CIJ**

L'Iran a menacé hier les Etats-Unis de les poursuivre devant la Cour internationale de justice (CIJ) si deux milliards de dollars de ses fonds gelés à New York sont "détournés" pour dédommager des victimes d'attentats.

• **Serbie/Législatives. La large victoire de Vucic confirmée**

La large victoire du Premier ministre serbe de centre droit Aleksandar Vucic aux législatives anticipées de dimanche s'est confirmée hier après le dépouillement de la quasi-totalité des bulletins de vote, a annoncé la commission électorale.

• **Turquie/Conflit. L'armée a tué près de 900 membres de l'EI depuis janvier**

L'aviation et l'artillerie turques ont tué près de 900 membres présumés de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie cette année, a rapporté hier l'agence de presse progouvernementale Anatolie, citant des sources militaires.